

PENSER L'ÉCOLE DEPUIS L'AFRIQUE

PROGRAMME

9 – 10 novembre 2015
10^e session

*ENS de Lyon (Site Monod)
Salle de conférence n°1
1 place de l'École
69007 Lyon*

(Accès : Metro B - station Debourg ou TRAM T1 arrêt ENS de Lyon)

Coordination scientifique : *Frédéric Le Marcis (Triangle, UMR 5206, IFé, ENS-L) & Patrick Awondo (Triangle, UMR 5206, ENS-L)*

frederic.lemarcis@ens-lyon.fr & patrick.awondo@ens-lyon.fr

Coordination administrative : Marianne Bensimon (IFé, ENS-L), marianne.bensimon@ens-lyon.fr

Inscriptions gratuites sur le site web de la conférence : <http://ifc.ens-lyon.fr/ifc/recherche/seminaire-international/dixieme-session-09-et-10-novembre-2015/penser-leducation-a-partir-de-lafrique-10eme-session>



Dans leur ouvrage de 2011 « Theory from the South: Or, How Euro-America is Evolving Toward Africa », les anthropologues John & Jean Comaroff plaident pour un changement de point de vue. Plutôt que de voir le monde depuis une Europe que certains définissent comme « provincialisée », il serait temps d'envisager les questions qui préoccupent nos sociétés contemporaines depuis de nouveaux lieux situés dans les Suds. L'expression « pays du Sud » a remplacé de manière élégante les qualificatifs de « sous-développés », « en développement » voir « émergents », mais elle n'en repose pas moins sur l'idée sous-jacente que de ces pays caractérisés par le manque, la mauvaise gouvernance, et la maladie, il n'y aurait rien à apprendre.

L'objectif de ce séminaire fondé sur la méthode de l'anthropologie consistant à développer un « regard éloigné », propose de penser l'éducation à partir de l'Afrique. Ce déplacement du regard est doublement justifié : tout d'abord les politiques éducatives en Afrique soutenues par les bailleurs internationaux sont un excellent révélateur des politiques les plus récentes en matière d'éducation. L'école au Sud apparaît dès lors comme un laboratoire des politiques éducatives internationales. Ensuite l'école en Afrique fait face à des problèmes massifs tels que les inégalités, ou la diversité linguistique. Les réponses apportées par l'offre éducative à ces questions en Afrique permettent d'aborder sous un jour nouveau les problèmes auxquels l'école se confronte de manière aiguë en France. Afin d'engager la discussion le séminaire sera organisé en demi-journées thématiques au cours desquelles un chercheur travaillant sur le continent africain présentera ses travaux. Ceux-ci seront discutés par un chercheur spécialiste de la question au sein de l'Institut Français de l'Éducation.

La première journée du séminaire est consacrée à des analyses portant sur la question des inégalités à l'école envisagées à partir de deux entrées empiriques : les politiques et expériences de gratuité à l'école d'une part, et les politiques linguistiques à l'école d'autre-part.

La seconde journée du séminaire est consacrée à la discussion des outils permettant de « dire l'école ». Une première communication sera consacrée à la politique des chiffres à l'école (usage des indicateurs chiffrés et production des chiffres), la seconde traitera de l'usage des images pour rendre compte de l'école et l'analyser.



9 novembre 2015

8h-9h : Accueil – café

9h00-09h 30 : Mot d'accueil de Yanick Ricard, vice-président recherche (ENS de Lyon) Christine Destrées & introduction de la journée (Frédéric Le Marcis, Triangle UMR 5206, ENS de Lyon).



Matinée : Politiques comparées en éducation

9H30-10h00 : Hélène Charton (LAM UMR 5115, IEP de Bordeaux): « Mesure et démesure de la qualité de l'éducation en Afrique. »

L'enchâssement des politiques publiques d'éducation dans les programmes internationaux de développement (Programmes d'Éducation pour tous, Objectifs du Millénaire pour le développement) et leur inscription dans les mécanismes de régulation de l'aide publique au développement (Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, OCDE, 2005), ont profondément modifié les modes de production et d'énonciation des politiques publiques d'éducation des pays en développement. Les objectifs chiffrés, ayant valeur de conditionnalités inscrits dans les stratégies sectorielles et les plans décennaux, englobent à la fois l'agenda éducatif (ses priorités et orientations), la nature des relations entre les différents acteurs impliqués et les formes de régulation et de pilotage caractérisées par l'hégémonie des procédures bureaucratiques et des normes quantifiables issues du New public management.

Il s'agit dans cette contribution de mettre en évidence l'étroite imbrication entre ce nouveau paradigme scolaire et l'ingénierie produite par l'aide au développement. L'importance accordée à la mesure et à la quantification de l'efficacité, de la performance et même de la qualité des systèmes éducatifs définit, pour une large part, le cadre normatif dans lequel les politiques publiques d'éducation sont aujourd'hui énoncées en Afrique. L'enjeu est ici d'explicitier comment sont construits ces instruments de mesure de la qualité de l'éducation et leurs enjeux à partir de deux études de cas spécifiques : les usages des cadres indicatifs de l'initiative Fast track (devenu Partenariat mondial pour l'éducation -PME) d'une part, et d'autre part la mesure de la qualité des apprentissages à partir de l'exemple du programme d'évaluation francophone PASEC et le projet de Learning Metrics du PME. Il s'agira notamment de montrer à partir de ces exemples, le rôle joué par ces instruments de mesure dans la gestion et la régulation des systèmes éducatifs africains tout en soulignant le décalage entre cette forme de construction de et d'appréciation de la « qualité » et les réalités scolaires africaines. Une telle perspective doit contribuer à la réflexion sur le sens et le fonctionnement de l'école dans un contexte libéral.



10h00-10h30 : Oana Panait (Université Catholique de Louvain, Mons) : « La résistance au modèle occidental dans le secteur de l'éducation : le cas des « talibés » au Sénégal primaire »

Le Sénégal n'atteindra pas la scolarisation primaire universelle en 2015 (UNESCO, 2014) Toutefois le Sénégal enregistre aujourd'hui des chiffres positifs en matière d'éducation : taux brut de scolarisation élevé dans l'enseignement primaire (87%), réduction des disparités entre les sexes, taux faible de redoublement au cours du primaire (baisse de 14% en 1999 à 4% en 2012), un taux de transition élevé du primaire au premier cycle du secondaire (de 24% et 35% en 1990 et 1999 à 88% en 2011 (UNSECO, 2015).

Cette communication propose de questionner les progrès enregistrés au Sénégal en matière de scolarisation primaire universelle, non pas à la lumière du faible taux d'achèvement du primaire (63%) (UNSECO, 2014), mais à la lumière des deux grands dossiers ouverts à partir de 2000 et inachevés jusqu'à présent. La modernisation des *daaras* (les écoles coraniques traditionnelles) et l'interdiction de la mendicité forcée, décrétée en 2005. Ces deux dossiers ne font pas consensus au niveau national. Après avoir analysé la posture de trois types d'acteurs en la matière (Etat Sénégalais, Acteurs religieux, et organisations internationales), on verra en quoi les arguments avancés par ces acteurs relèvent de questions déjà présentes dès le 19^{ème} siècle au Sénégal.

10h30-11h : Pause café

11h-12h : Discussion : Daniel Frandji (Triangle UMR 5206, ENS de Lyon)



12h- 13h30 Déjeuner



Après-midi : traitement de la différence à l'école

13h30-14h : Tom de Herdt (Université d'Anvers) : « Réduire les frais de scolarité en RDC : mission impossible ? »

La réduction des frais de scolarité a été parmi les objectifs les plus importants du gouvernement Kabila, arrivé au pouvoir en 2006. Cet objectif répond à une forte demande populaire et s'inscrit également dans l'agenda de développement des institutions et organisations internationales. Néanmoins, nonobstant l'entrée de l'Etat sur la scène éducative depuis 2006, autant en termes budgétaires qu'en termes de politiques de réduction des frais de scolarité, l'éducation primaire reste toujours financée de manière prédominante par les frais de scolarité.

Cette hybridation financière du secteur de l'éducation a permis l'augmentation de la scolarisation mais la qualité de l'éducation en a souffert et le caractère inéquitable du système a été renforcé. L'Etat « post-démisionnaire » de ces dernières années manque de moyens



budgétaires mais également de capacité administrative pour réaliser une diminution substantielle des frais de scolarité.

14h00- 14h30 : Discussion : Philippe Savoie (LARHA UMR 5190, ENS de Lyon)

14h30-15h00

Pause café

15h-15h30 : Patrick Awondo (Triangle UMR 5206, ENS de Lyon) : « L'anglais c'est le choix de l'avenir » : A propos du choix des familles de scolariser leurs enfants dans des écoles anglophones dans la ville de Yaoundé au Cameroun. »

A partir d'observations et d'entretiens menés au sein de 6 familles à Yaoundé, cette communication interroge le choix fait par certains parents francophones de scolariser leurs enfants dans des établissements primaires et secondaires anglophones. Si la situation de bilinguisme officiel du Cameroun (Français et anglais), héritée de la colonisation explique en partie ce choix, le boom relativement nouveau de celui-ci, ainsi que la multiplication récente des établissements privés anglophones méritent d'être analysés même s'il n'y a pas de statistiques réelles qui appuient de tels constats. En tablant sur des échanges avec certains parents d'une part et quelques articles de presse commentant « le choix de l'anglais » à Yaoundé d'autre part, je discuterai trois points : tout d'abord, la reprise en main par les familles de la promesse politique d'un réel bilinguisme pour leurs enfants, exprimée à travers l'argument de « l'échec de l'école publique à faire parler anglais aux enfants » ; j'aborderai ensuite l'enjeu de l'anglais comme « langue globalisée » permettant aux parents de « préparer leurs enfants à affronter le monde » en référence au caractère incontournable de l'anglais dans le projet migratoire, ou du marché du travail. Enfin, je m'attarderai sur l'idée d'un défi linguistique camerounais exprimé par le dilemme du « choix de l'anglais » dans un contexte plurilingue où cohabitent plus de 200 langues nationales avec des langues officielles. Les parents semblent faire un choix sous la forme d'un triple défi : introduire leurs enfants à une langue d'« utilité globale » (l'anglais), pouvoir échanger au quotidien dans la langue la plus parlée du pays (le français), et parfois conserver ou pas une identité à travers les langues nationales en recul par rapport aux deux langues officielles.

15h30- 16h00

Nathalie Bonini (CITERES UMR 7324, Université François Rabelais - Tours) : « Scolariser les enfants des pasteurs « nomades » : les réponses du Kenya et de la Tanzanie »

La scolarisation des enfants de pasteurs nomades - ou considérés comme tels – constitue un enjeu important pour les gouvernements Kenyan et Tanzanien qui souhaitent atteindre la scolarisation de base universelle. L'inclusion de ces catégories de populations marginalisées et/ou jugées réfractaires à l'école - si possible jusqu'au cycle secondaire - fait ainsi l'objet d'une attention particulière qui se traduit notamment par le développement de l'offre scolaire dans les zones reculées qu'elles occupent. Cette augmentation de l'infrastructure scolaire dont on attend des retombées sur les taux de scolarisation, s'accompagne généralement d'une réflexion sur les types d'écoles et curricula adaptés aux enfants de pasteurs. Que l'on tente de les intégrer au système éducatif existant comme c'est le cas en Tanzanie, ou que l'on y adjoigne un programme d'éducation spécifique comme l'a tenté le Kenya, les fondements



idéologiques sont les mêmes ; ils reposent sur l'idée que le pastoralisme doit se transformer pour entrer dans la « modernisation », que la place de tous les enfants est à l'école et que c'est par la scolarisation que les pasteurs atteindront un degré d'autonomie (*empowerment*) leur permettant de surmonter leur position sociale et économique défavorable. Ces positions qui peuvent être partagées par les populations elles-mêmes, émanent également d'interprétations erronées de la situation des pasteurs notamment concernant leur mobilité qui est considérée comme le frein majeur à la scolarisation.

Après avoir dressé un état des lieux de la scolarisation des enfants de pasteurs dans ces deux pays d'Afrique de l'Est, cette communication montrera que les politiques éducatives à leur égard sont guidées par la spécificité de ces populations et la perception que l'on en a, que cette différence soit ou non prise en compte à l'école.

16h-17h : Discussion : Patricia Lambert (ICAR UMR 5191, ENS de Lyon)



17h30 - 19h00 : Discussion de l'ouvrage : Tom de Herdt et J-P Olivier de Sardan (dir.) 2015 *Real governance and practical norms in Sub-saharan Africa. The game of the Rules.* London and New York, Routledge, 2015)

<http://www.taylorandfrancis.com/books/details/9781138852587/>

Présentation : Tom de herdt (Université d'Anvers)

Discussion : Didier Péclard (Rédacteur en chef adjoint de la revue *Politique Africaine* et Maître d'enseignement et de recherches au *Global Studies Institute*, Genève.



10 novembre 2015

8h-9h : Pause café



Matinée : Dire l'école ? Des chiffres et des images.

9h00-09h30 : Sarah Fichtner (LAM, UMR 5115, IEP de Bordeaux) : « La fabrique des statistiques scolaires : acteurs, enjeux, pratiques au Bénin »

Résumé : Fondé sur une recherche ethnographique de 12 mois dans une école primaire en zone rurale au Bénin, l'article s'intéresse à la fabrique négociée des statistiques scolaires : entre exigences internationales, stratégies et marges de manœuvre locales. A travers les exemples de la production locale de deux indicateurs clés de la politique internationale de l'Education pour tous – l'effectif des élèves et leurs taux de redoublement – l'étude montre comment les acteurs impliqués dans l'arène scolaire font, représentent et gouvernent leur école par les chiffres. Dans cette perspective, les indicateurs chiffrés constituent surtout des outils de la micro politique scolaire (notamment par rapport à ses ressources budgétaires et sa réputation) et de (l'auto) contrôle bureaucratique de ses acteurs, plutôt que des instruments fiables pour informer et contrôler la (macro) politique du développement.

9h30-10h30 : Eric Lanoue (Association de Promotion Pour l'Audiovisuel en Afrique PAVEA & CEPED UMR 196, U. Paris Descartes - IRD) : « La recherche en éducation aux Suds : images et sons d'Afrique subsaharienne. »

À partir d'un projet de réalisation de 18 documentaires sur des aspects décisifs de l'éducation dans un échantillon de pays africains (Burkina Faso, Sénégal, Bénin, Niger, Côte d'Ivoire), l'intervention cible les interfaces possibles entre le monde de la recherche, le monde de l'audio-visuel et celui des « développeurs »- (Organismes internationaux, experts, ONG nationales) : comment valoriser les « produits » de la recherche au-delà des espaces académiques ? Comment les rendre vivants, les incarner ? Comment construire des scénarii alliant analyse scientifique et témoignages des « voix des Suds » ? Un documentaire d'inspiration scientifique peut-il provoquer des discussions sur des enjeux et défis de l'éducation aux Suds, orienter le sens d'un plaidoyer ? Autant de questions auxquelles le Projet Web Edu TV tente de répondre, à partir de sa démarche (valorisation des produits de la recherche), à partir de ses réalisations (documentaires), enfin à partir des espaces de discussion qu'il ouvre (sur le net et au-delà).

Des extraits de documentaires, d'interviews de chercheurs et de personnes-ressources viendront en appui de la présentation rythmer et illustrer le propos. <http://www.web-edu.tv>

10h30-11h00 : Discussion : Barnabé Mbala Ze (Université Yaoundé 1)

11h-11h30 Pause café

11h30-12h30 : Plénière de fermeture : Jean-Emile Charlier (Université Catholique de Louvain – Mons) : Synthèse des discussions.

